E.1 Gouvernement d'entreprise

Ce rapport sur le gouvernement d'entreprise a été élaboré par le Conseil d'administration, en lien avec le Comité des Nominations et le Comité des Rémunérations, conformément à l'article L. 225-37 du Code de commerce (dernier alinéa). Ce rapport a été approuvé par le Conseil d'administration du 27 mars 2025. Il contient notamment les informations concernant :

- le fonctionnement des organes d'administration et de direction de la Société ; et
- la rémunération des mandataires sociaux.

E.1.1 Conformité au Code AFEP-MEDEF – Référentiel en matière de gouvernance d'entreprise

La Société se conforme au Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées de l'AFEP et du MEDEF (le « Code AFEP-MEDEF ») dans sa version révisée en décembre 2022 consultable sur les sites internet de l'AFEP et du MEDEF. Conformément à la règle « appliquer ou

expliquer¹ », à la suite de l'évaluation annuelle du Conseil d'administration du 27 mars 2025 sur la mise en œuvre par la Société des principes de gouvernance, la Société considère se conformer aux recommandations du Code AFEP-MEDEF. Aucune déviation n'est à reporter.

Recommandation du Code AFEP-MEDEF

Justification

- N/A

Pour rappel et comme expliqué les années précédentes, après l'annonce en 2019 par Atos SE de la distribution en nature d'environ 23,5 % du capital social de Worldline à ses actionnaires et depuis le 1^{er} février 2019, Gilles Grapinet n'exerce plus aucune fonction ni activité au sein d'Atos. Gilles Grapinet a consacré l'intégralité de son temps à l'exercice de ses fonctions de Directeur Général de Worldline jusqu'au 30 septembre 2024. À la suite de ce transfert, Gilles Grapinet a perdu ses droits à retraite supplémentaires préalablement acquis au titre des conditions de performance du plan de retraite supplémentaire d'Atos.

À cet égard, le Conseil d'administration de Worldline du 15 mars 2019 a décidé, sur recommandations du Comité des Nominations et du Comité des Rémunérations, que les droits précédemment accumulés par Gilles Grapinet, Directeur Général au sein d'Atos (lorsque Worldline était contrôlée et consolidée par Atos SE), ne devraient pas être affectés par son changement de statut et a décidé de mettre en place le mécanisme de compensation suivant. Worldline s'est engagée à payer à Gilles Grapinet, Directeur Général, et sous conditions de performance, en cas de départ contraint (sauf faute lourde) et sous réserve de ne plus exercer d'activité professionnelle au moment du départ à la retraite, une garantie compensant la perte des droits acquis par Gilles Grapinet au cours de ses dix années de présence au sein du Groupe Atos au titre du plan de retraite supplémentaire Atos. Cette indemnité pourrait, en cas de versement unique, être supérieure ou inférieure à deux ans de rémunération (fixe et variable).

Le montant total cumulé des sommes suivantes :

- cette garantie ;
- les droits perçus au titre du plan de retraite supplémentaire 2019 maintenant gelé (Loi Pacte) ; et
- les droits perçus au titre d'un plan futur ;

ne peut en aucun cas être supérieur à l'équivalent de la rente prévue dans le plan Atos, soit 291 000 euros/an lorsque Gilles Grapinet aura liquidé ses droits à la retraite (régime de base).

Depuis 2019, conformément à la règle « appliquer ou expliquer », les conditions relatives à la retraite supplémentaire et à la garantie compensatrice mises en place au bénéfice de Gilles Grapinet sont expliquées par le Conseil d'administration aux actionnaires dans la mesure où ils auraient pu conduire à une déviation de la recommandation du Code AFEP-MEDEF selon laquelle l'indemnité de départ ne doit pas excéder deux ans de rémunération fixe et variable annuelle (article 26.5.1). Pour rappel, ces engagements ont été approuvés chaque année par l'Assemblée Générale des actionnaires depuis 2019 dans le cadre du vote ex-ante et ex-post sur la rémunération (se référer à la section G.2.1 du Document d'Enregistrement Universel 2019).

Le Conseil d'administration du 12 septembre 2024 a constaté la réalisation des conditions de performance et la condition liée au départ contraint de Gilles Grapinet. Sur recommandation du Comité des Rémunérations, le Conseil d'administration a décidé que la garantie compensatrice prendrait la forme d'un versement sur un contrat « article 82 ». Worldline SA a ainsi versé une prime nette de frais assureur au titre de la garantie compensatrice d'un montant de 2 651 201 euros sur un contrat d'assurance vie (article 82) auprès de l'organisme assureur Crédit Agricole Assurances « Predica » en janvier 2025.

Toutefois, ces engagements ne constituent finalement pas une déviation aux recommandations du Code AFEP-MEDEF dans la mesure où aucune indemnité de départ n'a été versée à un dirigeant mandataire social et que le montant de la prime d'assurance versée à l'organisme d'assurance au titre de la garantie compensatrice sur un contrat d'assurance-vie (article 82) est inférieure à deux ans de rémunération fixe et variable annuelle. Pour de plus amples informations sur la garantie compensatrice, voir le paragraphe « garantie compensatrice » ci-dessous ».

Le détail de la mise en œuvre du Code AFEP-MEDEF par la Société est disponible sur le [site internet de Worldline](#).

¹ Prévus à l'article L. 22-10-10 4° du Code de commerce et à l'article 28.1 du Code AFEP-MEDEF.